

On ne saurait envisager cependant une modification notable de la politique canadienne face au Vietnam sans prendre en considération les risques inhérents à ce changement. En premier lieu, il importe d'éviter que tout geste positif canadien soit interprété par Hanoï comme le signe d'un affaiblissement de la coalition qui lui est opposée, ce qui favoriserait la permanence du fait accompli au Kampuchéa; deuxièmement, il convient de ne pas répéter les erreurs des interventions précédentes, en particulier celles de l'Australie, en précisant fort bien aux "alliés" du Canada (ASEAN, Chine et États-Unis) le sens et la portée des modifications envisagées.

Ainsi, face au Vietnam, une politique qui serait propre au Canada devrait aussi clairement indiquer l'attachement de notre pays à la sécurité et à la stabilité de l'Asie du Sud-Est. Ottawa pourrait, au-delà de l'intention, manifester sans ambiguïté, par exemple, sa détermination à contribuer, au moins symboliquement, à la protection de la sécurité thaïlandaise en cas de menace grave. Toute politique canadienne indépendante pourrait également réaffirmer une ligne inflexible à propos de la nécessité du retrait des troupes vietnamiennes du Kampuchéa, et le Canada pourrait aussi, à certaines conditions, reprendre un certain nombre d'activités avec le Vietnam.

Dès lors, le Canada pourrait :

- Autoriser le financement de certaines organisations non gouvernementales canadiennes à vocation humanitaire et les encourager à reprendre graduellement leurs activités au Vietnam et, pourquoi pas, certaines activités au Kampuchéa, sans que cela soit perçu comme une reconnaissance du régime en place à Phnom Penh.
- Encourager et faciliter les démarches exploratoires de certaines entreprises canadiennes qui souhaiteraient prendre contact avec le Vietnam afin de ne pas être coupées d'un marché potentiel, dans l'hypothèse où les conditions politiques se modifieraient à moyen terme.
- Favoriser la reprise de contacts dans les domaines éducatif et culturel en agissant avec les provinces canadiennes intéressées par des programmes d'échanges avec les pays d'Indochine.